

Les patrons licencient, licencions les patrons

Le 5 novembre 2013, la direction du groupe Centre-France - *La Montagne* annonçait 230 suppressions d'emplois dont 78 à *La République du Centre* et chez Alliance Média, sa régie publicitaire.

Le 31 janvier 2014, le « plan de sauvegarde de l'emploi 2016 » était signé par les syndicats et la direction : 3 emplois seulement seraient hypothétiquement « sauvés » à la Rép' et l'imprimerie de Saran fermera. Pourtant, entre novembre et janvier, les salarié-e-s de la Rép' se sont battus...

Que s'est-il passé ?

Centre-France, un patron-voyou... comme les autres

En 2010, Le groupe Centre-France, dont le titre phare est le quotidien clermontois *La Montagne*, rachète *La République du Centre*. Dans une logique de concentration capitaliste, il s'agit pour Centre-France de trouver le moyen de plus et mieux gaver ses actionnaires. Depuis 2009, c'est en effet dix journaux qui ont été ainsi rachetés par Centre-France ! Bien sûr cela assure de confortables revenus à ces patrons de presse : 223,5 millions d'euros de chiffre d'affaire en 2012. Miam... mais pas pour tout le monde : le groupe décide en novembre dernier de se restructurer pour augmenter encore ses bénéfices. Ce sera le plan social de 230 suppressions d'emplois dans tout le groupe dont 78 à La Rép'.

Radicalisation : les grévistes avaient raison !

Les salarié-e-s cherchent assez vite à mobiliser. La section CFDT, majoritaire sur le site, appelle ainsi à une manifestation pour l'emploi le 16 novembre à Orléans. Des délégations d'autres boîtes menacées de fermeture sont également dans la rue ce jour-là ainsi que l'intersyndicale départementale CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, CGC, qui a aussi appelé à la manifestation. Cet embryon de front syndical pour faire converger les luttes des différents sites menacés par les licenciements n'aura malheureusement pas de suites. Les syndicats du groupe et de la Rép' décident de jouer la carte des négociations avec la direction.

Le fameux dialogue social tant vanté par Hollande et le Medef leur apporte-t-il quelque chose ? Visible-

ment non : le 18 janvier, les salarié-e-s de la Rép' font le choix de la grève reconductible, interrompant la parution du journal. Le 28 janvier, les salarié-e-s « séquestrent » durant 24 heures le directeur général et le DRH de la Rép'. Ce que veulent Les grévistes ? L'assurance que l'imprimerie du journal à Saran ne fermera pas. On ne leur parle que de prime de départ de 7500 euros par tête de pipe. De quoi énerver, c'est sûr...

OCCUPATION, RÉQUISITION, AUTOGESTION

Mais c'est bien un accord qui ne comporte que des « garanties » sur les licenciements qui a été signé par les syndicats le 31 janvier, à l'échelle du groupe. Et tant pis si la Rép' est sacrifiée, tant pis pour l'outil de travail ! Pourtant, une prime de départ ce n'est pas suffisant, c'est le maintien de l'activité et des emplois qu'il faut défendre. Face aux licenciements, ce qu'il est urgent c'est de gagner de nouveaux droits, comme le droit de véto des salarié-e-s sur les licenciements pour lequel milite Alternative libertaire.

Celles et ceux qui produisent les richesses se sont les travailleurs et les travailleuses, pas les patrons ! Occuper les entreprises qui ferment, radicaliser l'action et poser la question de la réquisition et de

l'autogestion de l'outil de travail : voilà des perspectives stimulantes pour les salarié-e-s.

Et particulièrement dans le cas de la presse : il n'y a pas de meilleure garantie que l'autogestion à 100 % pour avoir des médias indépendants du pouvoir comme du patronat !

**Le patron
gagne 223 mil-
lions d'euros
en un an...
et il y a 78
licenciements
à la Rép' !
Cherchez
l'erreur !**